

La ville de Dunkerque sabre dans le financement de son école d'art et réclame sa nationalisation

Publié le 7 mai 2026 à 15h01 Diffusé sur [Enseignement supérieur](#)

4 minutes de lecture Dépêche n°750345

Par [Sylvain Marcelli](#)

Près d'un an après la fermeture de l'école d'art de Valenciennes, l'École supérieure d'art Dunkerque-Tourcoing redoute de subir le même sort. "La ville de Dunkerque a décidé de se désengager, et on ne connaît pas les intentions de la ville de Tourcoing", s'inquiète le collectif d'enseignants (Snéad-CGT) joint début mai 2026 par AEF info. Selon la municipalité de Dunkerque, l'État a accepté de compenser la baisse de dotation pour cette année. Le CA du 11 juin prochain devrait permettre aux quatre tutelles de l'Esä, à savoir les villes, la région et l'État, de clarifier leur positionnement. Les locaux de l'Esä à Dunkerque sont mis à disposition par la ville. | Esä Dunkerque Tourcoing (© Esä Dunkerque Tourcoing) "Nous sommes en très grand danger", affirme Anne Rivollet, directrice des études de l'Esä Dunkerque-Tourcoing, jointe par AEF info le 5 mai 2026. Présente sur deux sites, à Dunkerque (80 étudiants) et à Tourcoing (200 étudiants), l'école d'art croyait être protégée par ses statuts, qui fixent depuis quinze ans la contribution financière de ses quatre tutelles : la ville de Dunkerque (604 000 euros), la ville de Tourcoing (888 000 euros), le conseil régional (524 000 euros) et l'État (489 000 euros). Pourtant, les collectivités territoriales semblent décidées à changer les règles du jeu. Déjà, l'an dernier, la région Hauts-de-France a réduit son financement de 13 100 euros, sans modifier les statuts de l'EPCC. Puis, juste après les élections municipales de 2026, la ville de Dunkerque a annoncé une coupe de 250 000 euros, et sa volonté de se désengager rapidement. La ville de Tourcoing a quant à elle augmenté de 100 000 euros les frais d'usage du bâtiment qu'elle prête à l'école. "Nous tenons encore, parce que l'école est saine et très bien gérée, mais cela devient de plus en plus compliqué car le fonds de roulement baisse d'année en année et que les charges ne cessent d'augmenter", explique Anne Rivollet.

Un accord provisoire

La ville de Dunkerque dit avoir trouvé un accord avec la Drac pour que l'État compense la baisse de sa dotation cette année, en versant les 250 000 euros manquants. "L'Esä ne sera pas privée de ressources à la rentrée prochaine", garantit Josseran Floch, adjoint (Génération. s) à la Culture, lors du conseil municipal du 24 avril 2026. Selon lui, "il fallait rappeler à l'État, seul compétent sur l'enseignement supérieur, sa responsabilité". La ville de Dunkerque entend aussi protester contre une "ponction" de 4 millions d'euros de son budget, prévue dans la loi de finances 2026. La ville de Tourcoing, jointe par AEF info, n'a pas fait connaître sa position. Toutefois, comme Dunkerque, elle a refusé de s'engager sur le long terme lors du renouvellement de l'accréditation des formations de l'école. Prenant acte de cette incertitude financière, le ministère de la Culture a accordé cette accréditation pour trois ans, au lieu de six. "C'est un peu dur parce que le job est fait et vraiment bien fait : nous cochons toutes les cases pour la formation, l'insertion professionnelle, la transition écologique", soupire Anne Rivollet.

L'avis du HCERES

Le HCERES a salué, dans un [rapport d'évaluation](#) daté de juillet 2025, le "projet cohérent et fédérateur" de l'école, qui permet, autour de la création artistique contemporaine, "à chacun des deux sites de faire apparaître sa spécificité". Cependant, le modèle économique est qualifié par le comité de "difficilement soutenable, avec un poids très important de la masse salariale, et peu de perspectives de diversification des ressources propres".

Un appel à l'État

"Ce qui se passe ici risque de se passer partout en France", avertit le collectif d'enseignants de l'Esä, joint par AEF info. "Les municipalités affirment que l'enseignement supérieur n'est pas de leur compétence, alors que la loi sur les EPCC dit l'inverse sur les écoles d'art. En réalité, les élus préfèrent financer de l'événementiel, du spectaculaire." La [fermeture de l'école d'art de Valenciennes](#) a déjà réduit l'offre de formations supérieures artistiques dans la région Hauts-de-France. "Cesser de financer le site de Dunkerque, c'est renoncer à l'unique formation

généraliste - avec l'option Art - proposée sur le territoire", s'inquiète l' Andéa , dans un communiqué daté du 6 mai. L'association demande à l'État de "sécuriser le fonctionnement" des écoles d'art en finançant les postes des personnels pédagogiques jusqu'au grade de master. Le maire (divers gauche) de Dunkerque, Patrice Vergriete, va plus loin en réclamant la nationalisation de l'école. "C'est une piste mais nous sommes vigilants : il semble que l'État n'a aucune envie de créer un précédent et de créer un effet domino dans les écoles territoriales", réagit Florian Gaité, cosecrétaire national du Snead-CGT. Interrogé par [Télérama](#) fin avril, le ministère de la Culture répond qu'il "n'a pas vocation à se substituer durablement à la ville de Dunkerque si celle-ci ne souhaite pas maintenir une offre de formation supérieure sur son territoire". Un tour de table des financeurs est prévu fin mai, pour préparer le CA du 11 juin. En attendant l'issue de ce bras de fer entre les collectivités et l'État, enseignants et étudiants organisent des "manifestations silencieuses" lors des vernissages et événements culturels à Dunkerque.

Par [Sylvain Marcelli](#)

La rédaction vous conseille

[L'École supérieure d'art et de design de Valenciennes, fondée en 1782, ferme ses portes](#)

L'École supérieure d'art et de design de Valenciennes, sous tutelle pédagogique du ministère de la Culture, va définitivement fermer ses portes le 27 juin 2025. Ses membres fondateurs – la

[Budget : les présidents des écoles d'art et de design demandent un "soutien massif" du ministère de la Culture](#)

Une trentaine de présidents d'écoles supérieures d'art et de design publiques interpellent la ministre de la Culture Rachida Dati pour réclamer un "soutien massif" envers leurs établissements en proie à une

[Écoles d'art territoriales : un "système extrêmement ancien" fait de "bric et de broc" \(Pierre Oudart\)](#)

D'après Pierre Oudart, auteur d'un rapport commandé par le ministère de la Culture sur les écoles d'art, ces établissements sont cadrés par un "appareil juridique assemblé de bric et de broc", indique-t-il

[Valenciennes : l'École supérieure d'art et de design se prépare à fermer en 2025](#)

"Nous avons perdu notre accréditation au-delà de 2025 parce que l'un des critères porte sur la solidité financière", annonce Stéphane Dwernicki, directeur de l'Esad de Valenciennes, joint le 15 septembre

[Écoles d'art territoriales : le ministère de la Culture débloque 2 M€ mais ne volera pas au secours de l'Esad Valenciennes](#)

Le ministère de la Culture annonce à la presse, le 28 mars 2023, que 2 M€ seront débloqués pour venir en aide aux 35 écoles d'art territoriales, au statut d'EPCC. Par ailleurs, dans le cas de

[Minées par leurs problèmes budgétaires, les écoles d'art territoriales appellent l'État à réexaminer leur statut](#)

Rassemblements, occupations, journées communes d'action... Les écoles d'art territoriales sont le théâtre de diverses actions militantes depuis la rentrée 2022, orchestrées par des étudiants ou des personnels.